

PROCÉDURE PÉNALE

Séance 2 - Les acteurs du procès pénal

I. Les organes de polices	3
A) La composition de la PJ	3
1) Les OPJ	3
2) Les APJ	3
3) Les APJA	4
4) Les fonctionnaires et agents chargés de certaines fonctions de police judiciaire	4
5) Les autorités judiciaires	4
B) Les missions de la PJ	5
1) La compétence matérielle de la PJ	5
a) Les missions des OPJ	5
b) Les missions des APJ	5
c) Les missions des APJA	6
d) Les missions de PJ des autorités judiciaires	6
2) La compétence territoriale de la PJ	7
II. Les juridictions répressives	7
A) Les juridictions d'instruction	7
1) Le juge d'instruction et les pôles d'instruction	7
a) Le juge d'instruction	7
b) Les pôles de l'instruction	8
2) La chambre de l'instruction	8
B) Les juridictions de jugement	9
1) Les juridictions de droit commun	9

a)	Le tribunal de police	10
b)	Le tribunal correctionnel	10
c)	La Cour d'assises	11
d)	Les juridictions d'appel	12
2)	<i>Les juridictions spécialisées</i>	12
a)	La haute Cour	13
b)	La Cour de justice de la République	13
C)	Les dérogations des règles de compétences	13
1)	<i>La plénitude de juridiction de la Cour d'assises</i>	13
2)	<i>La correctionnalisation judiciaire</i>	13
3)	<i>La règle : le juge de l'action est juge de l'exception</i>	14
4)	<i>La prorogation de compétence</i>	15

I. Les organes de polices

La police judiciaire (PJ) est définie à l'**article 14 du Code de procédure pénale**. Elle est exercée sous la direction du procureur de la République par divers fonctionnaires et agents (**art. 12 CPP**)



Définition : La PJ est « chargée [...] de constater les infractions à la loi pénale, dans rassembler les preuves et d'en rechercher les auteurs tant qu'une information ouverte. Lorsqu'une information est ouverte, elle exécute les délégations des juridictions d'instruction et défère à leurs réquisitions » (**art.14 CPP**).

La police administrative possède une mission de prévention, de maintien de l'ordre et d'assistance aux citoyens.

A) La composition de la PJ



À retenir : La PJ se compose d'officiers de police judiciaire (OPJ), d'agents de police judiciaire (APJ), d'agent de police judiciaire adjoint (APJA), de fonctionnaires et agents chargés de certaines missions de police judiciaire.

1) Les OPJ

L'**article 16 du Code de procédure pénale** donne une liste des personnes ayant la qualité OPJ.

2) Les APJ

Les **articles 20 et 21-1 du Code de procédure pénale** indique les personnes considérées comme des APJ.

3) Les APJA

Les APJA : (**art. 21 CCP**), on note par exemple, les fonctionnaires des services actifs de police nationale ne remplissant pas les conditions prévues par l'**article 20** ou encore les agents de police municipale

4) Les fonctionnaires et agents chargés de certaines fonctions de police judiciaire

En matière de PJ, certains fonctionnaires et agents possèdent une compétence réduite : ils ne peuvent constater que des infractions dans les domaines spécialisés qui relèvent de leur compétence (sans posséder la qualification : OPJ/ APJ/APJA)



Exemple : Ingénieur, chef de district agents techniques des eaux et forêts garde champêtre chargé de constater les infractions portant atteinte aux propriétés forestières et rurales

Ils peuvent :

- concourir d'office ou sur instruction du procureur de la République à la réalisation d'une même enquête avec des OPJ/ APJ, le cas échéant en les assistant dans les actes auxquels ils procèdent ;
- sur instruction du procureur de la République, procéder à la mise en œuvre des mesures de classement (**art.41-1 CPP**) ; et
- délivrer une convocation en justice (**art.390-1CPP**).

5) Les autorités judiciaires

Le procureur et le juge d'instruction possèdent des pouvoirs de PJ sans être OPJ.

B) Les missions de la PJ

1) La compétence matérielle de la PJ

Les missions de la PJ sont inscrites dans l'**article 14 du Code de procédure pénale**.

a) Les missions des OPJ

Pour l'exécution de leur mission, les OPJ ont la possibilité de solliciter directement le concours de la force publique (**art. 17 CPP**).

Ils peuvent faire :

- Constatation d'infractions à la loi pénale : (rassemblent les preuves, recherchent les auteurs tant qu'une information n'est pas ouverte). Lorsqu'une information est ouverte, ils font les délégations des juridictions d'instruction et défèrent à leur réquisition (**art. 14 CPP**) ;
- Recueillement des plaintes et des dénonciations ;
- Réalisation des enquêtes préliminaires ; et
- Réalisation des pouvoirs en matière de crime ou de délit flagrant. En ce sens les OPJ sont dans l'obligation d'informer sans délai le procureur de la République des crimes délits et contraventions dont ils ont connaissance (**art.19 CPP**).

b) Les missions des APJ

Ils doivent (**art. 20 CPP**) :

- seconder dans leurs fonctions les OPJ ;
- constater les crimes délits ou contraventions et en dresser un procès-verbal ;
- par procès-verbal, ils reçoivent les déclarations réalisées par toutes les personnes susceptibles de leur fournir des indices preuves et renseignements sur les auteurs et complices des infractions ;

- par plainte déposée des victimes d'infraction à la loi pénale.

c) Les missions des APJA

Ils ont pour mission de (**art. 21 al 3 à 6 CPP**) :

- seconder dans l'exercice de leur mission les OPJ ;
- rendre compte à leurs chefs hiérarchiques des crimes délits ou contraventions dont ils ont eu connaissance ;
- constater sur le fondement des ordres de leur chef les infractions à la loi pénale et recueillir tous les renseignements pour une découverte des auteurs de l'infraction ;
- constatées par procès-verbaux contre les contraventions aux dispositions du Code de la route ainsi que les contraventions d'outrage sexiste (**art. 621-11 CP**).

d) Les missions de PJ des autorités judiciaires

Les procureurs de la République disposent des pouvoirs de PJ substantielle :

- Il reçoit les plaintes et les dénonciations (**art. 40 CPP**) ;
- Il procède où fait procéder à des actes nécessaires à la recherche à la poursuite des infractions à la loi pénale (**art. 41 al1 CPP**) ;
- Il possède le droit de requérir directement la force publique (**art. 42 CPP**) ;
- Il peut se rendre sur les lieux d'un crime ou d'un délit, et accomplir tous les actes de PJ prévue dans le cadre de l'enquête de flagrance (**art.68 CPP**) ou bien prescrire à tous les OPJ de poursuivre les opérations.

Le juge d'instruction possède des pouvoirs de PJ limité :

- il reçoit les plaintes avec constitution de partie civile (**art. 85 CPP**) ;
- il peut requérir la force publique dans l'exercice de ses fonctions (**art51 al3 CPP**) ;
- la PJ exécute les délégations des juridictions d'instruction et défère à leur réquisition lorsque l'instruction est ouverte (**art. 14 CPP**).

2) La compétence territoriale de la PJ

Les OPJ sont limités territorialement par l'exercice de leurs fonctions habituelles ou de celles du service d'accueil dans lequel ils sont affectés temporairement (**art. 18 al.1 CPP**)

APJ et APJA sont compétents dans les limites territoriales dans lesquelles l'OPJ (pour lequel ils sont mis à disposition temporairement) exerce ses fonctions ainsi que sur le même territoire que l'OPJ qu'ils secondent (**art. 21-1CPP**).

Ces règles sont d'ordre public.

II. Les juridictions répressives

A) Les juridictions d'instruction



Définition : Les juridictions sont celles en charge de décider l'existence de l'infraction et si les charges qui pèsent sur telle ou telle personne nécessitent son jugement.

1) Le juge d'instruction et les pôles d'instruction

a) Le juge d'instruction

C'est un juge du TJ, il a la charge de procéder aux informations (**art. 49 CPP**)

Lorsque plusieurs juges exercent leurs fonctions au sein d'un même TJ, il revient au président du TJ de désigner lequel aura la charge de l'instruction.



Attention : Pour pouvoir obtenir la saisine du juge d'instruction, il faut que l'infraction soit d'une certaine gravité. La saisine du juge d'instruction n'est pas automatique. La gravité de l'infraction doit être

prise en considération. Même saisi *in rem* (sur les faits déterminés) le juge a la possibilité de changer la qualification donnée par le Parquet ou la partie civile.

Selon l'**article 79 du Code de procédure pénale** :

Pour un crime, l'instruction est obligatoire.

Pour un délit, l'instruction n'est pas obligatoire, tout dépend de la complexité des faits.

Pour une contravention, on constate rarement une instruction préparatoire.



À retenir : Le juge d'instruction compétent est (**art. 52 CPP**) :

- soit celui du lieu de l'infraction ;
- soit celui de la résidence de l'un des personnes soupçonnées d'avoir participé à l'infraction ;
- soit celui du lieu d'arrestation d'une de ces personnes ;
- soit celui du lieu de détention de ces personnes.

Le juge d'instruction est compétence selon le territoire du TJ auquel il appartient.

b) Les pôles de l'instruction

Dans certains TJ, les juges d'instruction sont rassemblés dans un pôle de l'instruction (**art. 52-1 CPP**). Ils ont compétence en matière criminelle et pour les affaires soumises à cosaisine en raison de leur complexité et gravité (**art. 52-1 CPP**).

2) *La chambre de l'instruction*



Définition : Elle est une chambre spéciale de la CA.

Les fonctions du ministère public, auprès de la Chambre de l'instruction, sont réalisées par le procureur général ou par ses substituts.

Ces pouvoirs sont de deux ordres :

- Elle représente la juridiction d'instruction de second degré, en ce sens elle exerce un examen des actes d'instruction et les actes de juridiction du juge d'instruction.
- Elle exerce des fonctions secondaires de contrôles sur les OPJ, le règlement de conflit de compétence, réhabilitation judiciaire, etc.

B) Les juridictions de jugement



Définition : Elles se prononcent sur la culpabilité ou l'innocence de la personne poursuivie. Elles acquittent, relaxent ou infligent une peine.

Le changement de qualification peut avoir pour conséquence de ne plus faire entrer les faits dans la compétence de la juridiction qui a changé de qualification ceux-ci. De sorte que la juridiction doit se déclarer incompétente lorsque la disqualification a pour conséquence de rendre l'infraction plus grave et la soumettre à la compétence d'une juridiction plus élevée. Sauf la situation dans laquelle la juridiction saisit et la cour d'assises en conséquence du principe de plénitude de juridiction.

La qualification est opérée par le juge et contrôlée par la Cour de cassation. Les textes législatifs français prévoient la compétence des tribunaux français et de la loi française pour les infractions comportant un élément d'extranéité.

1) Les juridictions de droit commun

Les juridictions de premier degré en matière répressive sont :

- le tribunal de police ;
- le tribunal correctionnel ;

- la cour d'assises.

Les principales juridictions de droit commun de 2nd degré sont :

- la cour d'appel ;

- la cour d'assises d'appel.

La juridiction ultime est constituée par la cassation laquelle a le pouvoir d'examiner l'affaire sur le plan du droit sans réexaminer les faits.

a) Le tribunal de police



À retenir : Le tribunal de police connaît les contraventions.

Peuvent être compétent le tribunal de police :

- du lieu de la commission ou de constatation de la contravention ;

- celui de résidence du prévenu ;

- celui du siège de l'entreprise détentrice du véhicule en cas de contravention :

+ soit aux règles relatives au changement ou à l'équipement de ce véhicule ;

+ soit à la réglementation relative au transport terrestre.

Le tribunal de police est une juridiction à juge unique. Or il comprend également un officier du ministère public et un greffier.

b) Le tribunal correctionnel

Le tribunal correctionnel connaît les délits. La compétence du tribunal correctionnel s'étend :

- aux délits et contraventions qui forment avec l'infraction déferée au tribunal un ensemble indivisible ;
- les délits et les contraventions connexes (**art. 203 CPP**) ;
- coauteurs et complices.

Peuvent être compétents les tribunaux correctionnels :

- du lieu de l'infraction de résidence du prévenu ;
- du lieu d'arrestation ou de détention du prévenu (même lorsque cette arrestation où détention a été opérée ou est effectuée pour une autre cause).



Attention : Des règles spécifiques s'appliquent pour certaines infractions, tels que le délit d'abandon de famille et compétent le tribunal du domicile ou de la résidence de la personne qui doit recevoir la pension contribution ou autres prestations.

Des extensions de compétences sont prévues au profit de certains tribunaux pour faciliter les jugements d'affaires d'une particulière complexité comme en matière économique et financière ou encore terrorisme, etc.

Le tribunal correctionnel est généralement sous la forme d'une juridiction collégiale avec 3 magistrats du TJ. Par **exception**, il peut statuer à juge unique (**art.398 CPP**).

c) La Cour d'assises



Définition : Elle est en charge d'examine les infractions les plus graves soit : les crimes et prononce les peines les plus importantes (**art.231-1 CPP**).

La cour d'assises est une juridiction départementale. Elle est en partie composée d'un jury populaire. Les décisions sont susceptibles d'appel devant une cour d'assises d'appel. La cour d'assises de façon intermittente siège par session.

Généralement, la cour d'assises comprend 3 magistrats professionnels d'un jury composé de 6 jurés, désignés par la voie d'un tirage au sort (**art.259 et s. CPP**), ainsi qu'un représentant du ministère public, et un greffier.

d) Les juridictions d'appel

- La chambre des appels correctionnels



Définition : Les juridictions d'appel en matière pénale sont la Chambre des appels correctionnels ainsi que la cour d'assises d'appel

La Chambre des appels correctionnels et une chambre spécialisée de la CA qui a une compétence en matière pénale. Elle juge les délits et les contraventions. Elle a compétence dès lors qu'une cour d'assises n'est pas saisie de l'appel formé contre le jugement rendu sur l'action publique c'est-à-dire n'est pas formé contre une action civile (**art. 380-5 CPP**).

La compétence territoriale de chaque CA s'étend sur plusieurs départements. Autrement dit, **elle a donc compétence pour juger de tous les appels formés contre les jugements rendus par les tribunaux de police et les tribunaux correctionnels qui se trouvent situés dans son ressort (art. 496 et 547 CPP)**.

- La Cour d'assises d'appel

Le 2e degré de juridiction. L'appel est porté devant une autre cour d'assises désignée par le premier président de la cour d'appel qui procède au réexamen de l'affaire.

2) *Les juridictions spécialisées*

On trouve la haute cours (a), la Cour de justice de la République (b), ainsi que les juridictions militaires, les juridictions de droit commun à composition spéciale et enfin les juridictions pour mineurs.

a) La haute Cour

Il est possible de destituer le Président de la République, en cas de manquement à ses devoirs manifestement incompatible avec l'exercice de son mandat dans l'exercice de ces fonctions. Dans ce cas, le Parlement peut se réunir en haute cours (**art. 68 de la C°**).

b) La Cour de justice de la République

Dans le cas de crimes et les délits commis par les membres du gouvernement dans l'exercice de leur fonction, c'est la Cour de justice de la République qui est compétente (**art.68-1 et 68-2 de la C°**).

C) Les dérogations des règles de compétences

1) *La plénitude de juridiction de la Cour d'assises*

La plénitude de juridiction de la cour d'assises consacrée à **l'article 231 du Code de procédure pénale** permet de déroger aux règles de compétence matérielle et territoriale.

La cour d'assises peut juger des crimes des **délits et des contraventions**.

2) *La correctionnalisation judiciaire*



Définition : Ce terme consiste à considérer un fait qui se trouve être en réalité un crime comme un délit

Il existe plusieurs procédés :

-les magistrats ne prennent pas en considération les circonstances aggravantes qui permettait de constituer le crime et non le délit constituant. Par cette absence, le comportement apparaît comme un délit.

- en cas de cumul d'idéal d'infraction. En ce sens : seule la moins grave est retenue, car elle constitue un délit qui sera jugé par le tribunal correctionnel ;
- Le magistrat opère un changement de qualification des faits.

La correctionnalisation possède plusieurs intérêts : elle prévient les acquittements trop nombreux ; le jugement devant le tribunal correctionnel est plus rapide et moins onéreux qu'une procédure devant la cour d'assises.

3) *La règle : le juge de l'action est juge de l'exception*

Le juge pénal peut statuer sur les questions hors du droit pénal dans des limites strictement déterminées.



Définition : L'adage selon lequel « le juge de l'action est le juge de l'exception » signifie que le juge pénal dispose de la compétence pour statuer sur l'infraction pénale ainsi que sur des questions de droit civil de droit administratif incidemment posé par cette infraction.

L'**article 384 du Code de procédure pénale** dispose que le tribunal saisi de l'action publique est compétent pour statuer sur toutes les exceptions proposées par le prévenu pour sa défense « à moins que la loi n'en dispose autrement, ou que le prévenu n'excipe d'un droit réel immobilier ».

L'**article 111-5 du Code pénal** dispose que « les juridictions pénales sont compétentes pour interpréter les actes administratifs, réglementaires ou individuelles et pour en apprécier la légalité lorsque, de cet examen, dépend la solution du procès pénal qui leur est soumis ».

Ce principe suppose des exceptions notamment l'**exception préjudicielle** relevant de certaines manières définies par les textes oblige la juridiction répressive à surseoir à statuer jusqu'à la décision de la juridiction civile ou de la juridiction administrative (**art.386 CPP**).

4) La prorogation de compétence



Définition : La prorogation de compétence constitue une extension de la compétence matérielle ou territoriale d'une juridiction. Le Code de procédure pénale la prévoit en cas de connexité et d'indivisibilité.

Différents cas de connexité (**art. 203 CPP**) il s'agit des infractions :

- Réalisées en même temps par plusieurs personnes réunies ;
- Exécutée par des personnes différentes, mais dans le même temps, et dans des lieux différents, mais réalisés pour donner suite à un accord préalable entre elles ;
- Faites pour s'assurer les moyens d'en exécuter d'autres ou d'en garantir l'impunité pour l'accomplissement ;
- Lorsque des choses enlevées détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit ont été en tout ou partie recelées.



Attention : Cette liste n'est pas restrictive



Définition : On parle d'indivisibilité dès lors qu'il y a une relation étroite entre les faits délictueux :

- lorsqu'une infraction a été accomplie par plusieurs personnes coauteurs ou complice ;
- lorsque des infractions sont unies par une unité de dessin ;
- lorsque l'une est une circonstance aggravante de l'ordre et lorsqu'elles se trouvent réalisées par un unique agent.